

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# Intervention de Gérard Filoche au séminaire du Bureau national du PS le 10 février 2014

- Politique - Au Parti Socialiste -  
Date de mise en ligne : mardi 11 février 2014

---

Démocratie & Socialisme

---

Il faut d'abord dire que tous nos espoirs, en tant que socialistes depuis le discours du Bourget et la belle victoire de mai juin 2012, sont douchés.

Nous voilà amenés à défendre la politique dite « de l'offre », et la politique dite de baisse du « coût du travail ». Aucun congrès n'a voté cela. C'est pourquoi le débat est nécessaire. Nous ne voulons pas d'autre 21 avril 2002, nous ne voulons pas aller dans le mur, nous voulons que la gauche et notre gouvernement réussissent.

**1°) La défense récente de la politique dite « de l'offre » a de quoi interroger les socialistes.** Suffit-il d'encourager la production pour que la demande suive ? Les milliards qui sont donnés aux entrepreneurs, ils les placent dans les Iles Caïman et pas dans les investissements. L'économie casino qui a abouti à la crise des « subprimes » domine toujours.

**En France les maux ne viennent pas du manque de richesses pour produire, mais de l'accaparement des richesses pour ne pas produire.**

Le taux d'utilisation des capacités productives n'est que de 70 %. Le patronat est sous la houlette de la finance et des banques. Ces dernières imposent des ratios défavorables à l'emploi, dictés par la spéculation, pas par la production. Cela rapporte plus de licenciés que d'embauchés. Ils ferment des entreprises viables pour augmenter leur seul taux de marge. Les patrons ne veulent pas être compétitifs, ils veulent être rentables. Ils ne se plaignent pas de faire 5,9 millions de chômeurs, ils se plaignent de leur bas taux de marges, autour de 28 % ; mais ce sont les taux qui régnaient tout au long des années dites « les 30 glorieuses ».

Aujourd'hui la course en spirale au profit maximum, ne favorise ni la production, ni l'investissement, ni l'emploi, mais siphonne toutes les richesses produites.

C'est pour cela qu'il y a 210 milliards de dividendes, 590 milliards d'avoirs français dans les paradis fiscaux, 80 milliards de fraude fiscale, et que les 500 premières familles de ce pays, en un an, ont gagné 59 milliards, passant de 271 milliards en juillet 2012 à 330 en juillet 2013. Et ce n'est pas par leur travail, mais par l'exploitation du travail des autres, du nôtre. Les 4 grandes banques françaises détiennent 400 % de notre Pib, et BNP Paribas 100 %, à elle toute seule. L'argent est là, la France privée est riche comme jamais, 1 % de nos concitoyens possèdent 25 % du patrimoine, 10 % en possède 60 %, nous sommes le 3e pays au monde en milliardaires, le 7e en millionnaires.

Et tous ces gens là n'ont aucune intention de mettre la main à la poche pour nous aider à inverser la courbe du chômage, ils sont insensibles à la gauche, insensible à leurs victimes. Quand on propose 35 milliards à M. Gattaz, il en réclame 100 et refuse toute « contrepartie » économique et sociale. Tout cela se fait au détriment des 5,9 millions de chômeurs, des 10 millions de pauvres en-deçà de 900 euros par mois, des 10 % de la population qui ne possèdent, eux, que 1 % des richesses. Jamais les inégalités n'ont été aussi grandes, et ce n'est pas seulement choquant moralement, mais aussi néfaste économiquement, c'est même la principale raison de la « crise ». Le président Mario Soares lui-même explique que « l'austérité emmène l'Europe à la dictature ».

Alors on ne comprend pas que nous donnions encore plus d'argent public à ce puits sans fond du capital privé : 20 milliards de CICE, 35 milliards de cotisations pour la famille, 65 milliards d'aides publiques, subventions, exonérations diverses, ça n'a jamais rapporté et ça ne rapportera aucun emploi dans ce contexte. La gauche, à la tête de la République, devrait avoir la volonté, et se donner les moyens, de sauver les entreprises de cette spirale malfaisante ; leur rendre service, c'est les contraindre et non pas les laisser sous l'emprise de la finance spéculative. On devrait, à l'opposé de ce qui nous est proposé, mêler une politique de contrainte financière et de contrôles des licenciements, de développement du secteur public et du droit du travail. Une politique de redistribution des

richesses s'impose.

**2°) Les entreprises sont toutes différentes. Il n'y a pas UNE entreprise, il y a 1000 entreprises de plus de 1000 salariés qui produisent 48 % du Pib, elles font travailler 3,5 millions de salariés et elles décident de tout.**

Les PME-PMI sont subordonnées et pillées par ces grosses sociétés et par les banques, une sur deux n'a qu'un seul donneur d'ordre. Les TPE, c'est un million de petites entreprises de moins de 11 salariés, elles font aussi travailler 3,5 millions de salariés, mais dans des conditions terriblement difficiles. Entre toutes les entreprises, il y a un siphonage, un pillage des richesses du bas vers le haut, et il faut le corriger par la volonté de la République : en régulant la sous-traitance par une triple loi cadre :

- ▶ imposer au donneur d'ordre d'être responsable financièrement, économiquement, pénalement, d'être responsable de tout ce qui se passe sous ses ordres
- ▶ imposer que les entreprises sous traitantes soient alignées sur la convention collective du donneur d'ordre le temps de la missions, du marché, de l'intervention.
- ▶ faciliter systématiquement la reconnaissance juridique des unités économiques et sociales.

Nous serons ainsi des alliés des PME, PMI et TP, c'est-à-dire de l'immense majorité du patronat contre les grosses entreprises. Nous rétablirons une progressivité des impôts sur les sociétés. Nous n'aiderons pas indifféremment les entreprises, mais seulement celles qui embauchent, qui respectent le code du travail et selon les seuils sociaux. Nous ne déverserons pas en vain des milliards aux entreprises qui ne produisent pas, qui spéculent, qui licencient. Il est facile de devenir compétitif, il suffit d'abaisser les 210 milliards de dividendes qui viennent alourdir le coût de nos exportations.

Quant M. Gattaz réclame 100 milliards et la baisse des impôts c'est un paroxysme. 100 milliards, c'est l'équivalent de 3 millions d'emplois à 1500 euros. Et Gattaz refuse d'en promettre ... 1 million. Pourquoi supprimerait on des emplois publics nécessaires ... pour des emplois privés qui ne verront pas le jour ? Cela a déjà été fait dans la restauration, 3 milliards donnés pendant 4 ans aux restaurateurs, c'était l'équivalent de 100 000 fonctionnaires dans nos hôpitaux, écoles, justice, équipement, etc. et on a vu : zéro emploi à la place.

**Le laisser aller n'est pas bon dans les entreprises, il y a trop de précarité et de souffrance au travail.** Il faut le respect de l'état de droit dans l'entreprise, et non pas l'allègement du droit du travail, il faut le contrôle et non pas le laisser aller fiscal et social, voilà ce qui fera de l'emploi ...alors qu'au contraire, la déréglementation accroît flexibilité, chômage et recul économique.

Ce dont les socialistes et la gauche ont besoin pour sortir de la crise, c'est de la mobilisation, de la confiance, de la force du salariat, car ce sont les salariés qui produisent les richesses et n'en reçoivent pas la part qu'ils méritent. C'est sur eux qu'il faut s'appuyer pour relancer la production ; mais pour cela, il faut qu'ils soient bien formés, bien traités, bien payés, pas flexibilisés. Il ne faut pas renoncer à l'amnistie syndicale, à une inspection du travail forte et indépendante, à des élections aux prud'hommes, à la démocratie sociale et syndicale.

Il ne faut pas renoncer non plus à la réduction du temps de travail sur la semaine et sur la vie : la seule époque en 30 ans où nous, la gauche, les socialistes, avons réduit le chômage de masse, plus que tous les autres pays, c'est quand nous avons fait les 35 h sans perte de salaires, par la loi, avec Lionel Jospin. Sans les 35 h nous aurions 400 000 chômeurs de plus.

**3°) Dans ces conditions, pourquoi la « baisse du coût du travail » ?** D'abord, le travail n'est pas un coût, mais une richesse. **Le salaire du labeur vaut plus, pour les socialistes, que le salaire du trader. La crise vient du crédit dérivé pas du salaire trop élevé. Ce qui coûte cher, ce n'est pas le travail mais le capital. Les salaires**

**sont trop bas, les dividendes trop hauts.**

L'OIT dans son dernier rapport de décembre 2013 dénonce la baisse de la part des salaires dans les revenus nationaux, et explique que cela étouffe la demande en entraînant un endettement insupportable des ménages. Dans 16 économies développées, la part moyenne du travail est tombée de 75 % du revenu national au milieu des années 1970 à 65 % aujourd'hui. L'OIT dénonce ce mirage de la réduction des coûts du travail.

**Nos salaires sont dans la moyenne européenne, et 85 % de nos échanges sont en Europe. Le problème n'est pas le niveau des salaires : ils sont plus bas en Espagne et il y a plus de chômage. Ils sont plus hauts en Scandinavie et il y a moins de chômage. Nous avons, par ailleurs, le taux de productivité le plus élevé au monde.**

Il n'y a pas de « charges sociales », ce sont des cotisations sociales. C'est du salaire brut. Une partie du salaire mutualisée dans notre budget de protection sociale. Ce budget est essentiel, vital à notre « modèle » social. Et ce budget social ne génère que 10 % de la dette présumée du pays, 90 % vient d'ailleurs. Ce n'est pas de notre Sécu, ni de nos retraites, ni de nos prestations familiales, que viennent les difficultés budgétaires, pas plus que les difficultés à produire. Elles viennent de l'absence d'activités, de la récession qui affaiblit les rentrées fiscales. D'où une nécessaire réforme fiscale des impôts directs et progressifs. Les impôts, ceux d'en bas en paient trop, ceux en d'en haut pas assez. La redistribution des richesses, ça doit être maintenant pour la relance, pas "après".

**Réduire les déficits actuellement, et rembourser en priorité la dette, augmente la dette. On est comme un jardinier qui arrose la rivière au lieu d'arroser son jardin.**

Les déficits passent de 5,3 % en 2011 à 4,8 % en 2012, à 4 % en 2014, peut-être à 3,5 % en 2014, mais la dette est passée de 85,9 % du Pib en 2012 à 94,3 % en 2014. On a plus un problème de recette qu'un problème de dette. En fait, dépenser plus nous permettrait davantage de rembourser celles des dettes qui doivent l'être.

Ce qui manque aux entreprises, c'est le carnet de commande. Or 10 millions de nos concitoyens ne peuvent plus consommer, ils mangent des pâtes à partir du 10 du mois et chichement de la viande. Il faut augmenter le smic et les minimas sociaux, pas les geler. Comme Obama qui vient de proposer une hausse du smic de 40 %. La hausse des salaires, c'est la relance et les rentrées fiscales et sociales. Le gel des salaires, c'est la récession, les déficits et la dette. Voilà ce que nous voulions débattre en profondeur dans ce séminaire et au-delà.